



LE/SD/404

L'interfédérale Jeunesse et Sports

à

Monsieur François Hollande,  
Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré,  
75008 Paris

Paris, le 28 janvier 2014,

Monsieur le Président de la République,

L'interfédérale Jeunesse et Sports (UNSA Education, FSU, CGT et FNECFP-FO) qui représente la quasi totalité des personnels du ministère des Sports, Jeunesse, Education populaire et Vie associative tient à vous alerter sur la situation des personnels du ministère et de ses services déconcentrés.

En effet, l'organisation ministérielle n'a changé en rien depuis votre arrivée et est restée conforme à ce qu'avaient mis en place vos prédécesseurs dans le cadre de la Réate et de la RGPP. Les personnels continuent donc à souffrir comme vous l'aviez dénoncé lors de votre campagne électorale et sont toujours dans l'attente des changements annoncés.

En février 2012, à Créteil, vous aviez annoncé l'intégration de notre département ministériel au sein d'un grand pôle éducatif dont ferait partie notre secteur ministériel. Cet engagement électoral voulait traduire, selon nous, la seule solution possible pour redonner un sens à l'action publique de notre secteur Jeunesse et Sports, très affaibli par la RGPP et la Réate.

Lors de l'instance officielle de concertation ministérielle (ITC) du 13 janvier dernier, Mme Valérie Fourneyron a refusé d'ouvrir le débat sur la création de ce grand pôle éducatif pourtant à l'ordre du jour, prétextant de manière laconique que « la sortie du ministère du secrétariat général des ministères sociaux n'était plus d'actualité ».

Ce refus de débattre sur le sujet est contraire au contenu des différents courriers que vous-même et le premier Ministre avez adressés aux organisations syndicales qui vous ont interpellés sur ce point.

Pour nos 5 organisations, cette annonce de la Ministre est à ce titre objectivement contraire à votre engagement de campagne. Nous continuons à considérer que la sortie des ministères « dits sociaux » reste la seule option possible pour assurer la pérennité et la visibilité de l'action publique dans nos secteurs, dans le cadre d'un ministère de plein exercice, avec un CT ministériel.

L'interfédérale demande à pouvoir vous rencontrer à ce sujet afin de déterminer ensemble les modalités qui pourraient permettre de faire évoluer favorablement ce dossier et envisager ainsi un avenir à notre ministère.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Hervé Basire  
Secrétaire général de  
la FERC-CGT

Bernadette Groison  
Secrétaire générale de  
la FSU

Hubert Raguin  
Secrétaire général de  
la FNECFP-FO

Laurent Escure  
Secrétaire général de  
l'UNSA Education

Pour l'interfédérale



Laurent Escure

- Affaire suivie pour l'interfédérale par : Samy Driss, [samy.driss@unsa-education.org](mailto:samy.driss@unsa-education.org), 06 82 58 10 08
- Copie à Monsieur Thierry Rey, Conseiller du Président de la République